

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
EXTRA 55/00

ÉFAI – 000375 – AMR 25/014/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

EXÉCUTION IMMINENTE

CUBA

Osmany Brito Cartaya
Alberto Díaz Pérez
Julio Alberto Morales Montero
Morlaix Nodal Pozo
Reidel Rodríguez Reyes
Héctor Santana Vega

Londres, le 16 juin 2000

Les six hommes nommés ci-dessus risquent d'être exécutés de façon imminente. Selon certaines sources, ils auraient été condamnés à mort à l'issue de leur procès qui s'est tenu les 3 et 4 février 2000 à la suite de leur tentative d'évasion de la prison provinciale de Ciego de Avila, tentative au cours de laquelle cinq gardiens de prison auraient trouvé la mort.

Les six hommes ont exercé leur droit de recours systématique devant le *Tribunal Supremo popular* (Cour suprême populaire), qui a confirmé les condamnations. L'affaire est maintenant entre les mains du *Consejo de Estado* (Conseil d'État), qui dispose du pouvoir de commuer leurs peines. Si le Conseil d'État décide d'autoriser l'exécution, ils seront vraisemblablement tués dans les jours, ou même les heures, qui suivront.

Ces hommes sont actuellement détenus dans la prison la plus sûre de Cuba, la prison spéciale de haute sécurité de Camagüey,.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cuba maintient la peine de mort pour un grand nombre d'infractions et a récemment élargi son champ d'application. Dans un discours prononcé en janvier 1999, le président Fidel Castro a exprimé l'espoir que les juges n'hésitent pas à recourir à la peine capitale, la lutte contre la criminalité nécessitant des mesures plus énergiques. Le 15 février 1999, l'*Asamblea Nacional del Poder Popular* (ANPP, Assemblée nationale du pouvoir populaire) a adopté la Loi n° 87, qui étend le champ d'application de la peine de mort aux cas graves de trafic de stupéfiants, de corruption de mineurs et de vol à main armée. Ces modifications du Code pénal sont entrées en vigueur un mois plus tard. D'après les informations recueillies, au moins 13 personnes ont été exécutées en 1999.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / télex / fax / lettre par avion / lettre express (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la condamnation à mort d'Osmany Brito Cartaya, Alberto Díaz Pérez, Julio Alberto Morales Montero, Morlaix Nodal Pozo, Reidel Rodríguez Reyes et Héctor Santana Vega et demandez instamment que leur peine soit commuée ;
- déclarez-vous opposé de manière inconditionnelle à la peine de mort, qui constitue une violation du droit à la vie ainsi que du droit de ne pas être soumis à des peines cruelles, inhumaines ou dégradantes ;
- exprimez votre compassion pour les victimes de crimes violents ainsi que pour leurs familles et amis, tout en soulignant qu'il n'a jamais pu être démontré que la peine capitale ait un effet plus dissuasif que les autres châtiments en matière de criminalité ;
- demandez instamment que soient commuées les sentences de tous les autres condamnés à mort et que la peine capitale ne soit plus prononcée à Cuba.

APPELS À :

Chef de l'État et du gouvernement :

Dr. Fidel Castro Ruz
Presidente de los Consejos de Estados y de Ministros
La Habana, Cuba

Télex : 511122 / 511464 (*via* le ministère des Affaires étrangères)

Télégrammes : Presidente, Havana, Cuba

Fax : 53 7 333 085 / 335 261 (*via* le ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : *Su Excelencia*, / Monsieur le Président de la République,

Procureur général :

Dr Juan Escalona Reguera
Fiscal General de la República
Fiscalía General de la República
San Rafael 3, La Habana, Cuba

Télégrammes : Fiscal General, Havana, Cuba

Télex : 511456 FISGE

Fax : 53 7 333164

Formule d'appel : *Señor Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Roberto Robaina González
Ministro de Relaciones Exteriores
Ministerio de Relaciones Exteriores
Calzada N° 360, Vedado
La Habana, Cuba

Télégrammes : Ministro Relaciones Exteriores, Havana, Cuba

Télex : 511122 / 511464 / 512950

Fax : 53 7 335261 / 53 7 333085

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Union nationale des juristes :
Dra. Zenaida Osorio Vizcaina
Presidente
Unión Nacional de Juristas de Cuba
Calle 21, No. 552, esq. D
Apartado 4161
La Habana 4, Cuba

Quotidien :

Granma
Apdo 6260, La Habana
Cuba

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -